

Les Echos du 8 avril titrent à partir de l'analyse du HCFP (Haut conseil des finances publiques) :

« La hausse des dépenses militaires ne laissera presque aucune marge budgétaire »

Les Echos du 19 avril précisent:

« le gouvernement devrait annoncer une **première salve d'économies** dans les dépenses publiques pour un montant de **4 milliards d'euros environ**. Elles pourraient concerner à la fois les dépenses de l'Etat et celles de la Sécurité sociale »

L'arithmétique du HCFP part de l'engagement de revenir au-dessous d'un déficit de 3 % du PIB en 2029 :

- Pour cela L'ensemble des dépenses publiques (*) hors charge d'intérêt de la dette - *qui par ailleurs flambe des emprunts ayant été souscrits à taux variable !* - ne doivent pas augmenter de plus de **20 Md par an**

- Puis le moine – soldat Lecornu décide de réaugmenter le budget militaire de 36 Md. Le HCFP considère ce montant comme acquis bien qu'il ne soit pas voté, soit **6,5 Md en 2027, +8 Md en 2028, + 9 Md en 2029, +9 Md en 2030**. Il y a aussi d'autres engagements dans le régalié.

- **Le HCFP a calculé les conséquences pour équilibrer : « l'ensemble des autres dépenses publiques (*) ne devra donc pas augmenter de plus de 11 milliards d'euros l'an prochain »**

Par comparaison elles avaient augmenté de 36 Md en 2025, 25 Md prévu en 2026, jugés encore trop importants

Le comité d'alerte des finances publiques va se réunir demain mardi pour une « 1^{ère} salve » de 4 ou 6 Md selon Le Monde ou (?) contre les services public et la Sécurité sociale, pourtant souffrant déjà d'un manque de financement dramatique.

Ils veulent clairement nous imposer l'austérité via l'économie de guerre

Si l'arithmétique est un bon point de départ de l'analyse, elle ne saurait être le point d'arrivée. Il n'y a pas que la tronçonneuse comme seule politique économique et sociale possible.

La lutte peut en convaincre les moines-soldats du gouvernement

A suivre attentivement

Jean Claude

(*) Ce qu'ils appellent « dépenses publiques », notion libérale, c'est l'ensemble budget de l'Etat, des collectivités territoriales, de la protection sociale

Il dépasse 1700 milliards par an. On voit à quel point 11 Md serait dérisoire alors que les 36 Md de 2025 étaient loin de suffire aux services publics, à la Sécurité sociale,...